

# **Craintes et espérances : la crise du modèle libéral-productiviste et son alternative verte.**

**Alain LIPIETZ<sup>1</sup>**

*(Version finale)*

Ouverte officiellement par le Krach de la banque Lehman Brothers, la crise actuelle, qui tourne aujourd'hui à la crise des dettes souveraines, apparaît aussi sérieuse que la Grande Dépression des années trente. Elle mérite certainement le grade attribué par "l'Approche de la Régulation" : une grande crise. C'est à dire: la fin d'un modèle capitaliste de développement.

Ce modèle qui s'effondre, et dont le règne s'étend de la fin de la période fordiste (autour du «tournant monétariste», 1980) jusqu'à nos jours, a été parfois appelée «néo-libéral» ou mieux «libéral productiviste». Aujourd'hui qu'il rentre à son tour en crise, ce double caractère, à la fois libéral et productiviste, semble confirmer par la double origine de sa crise, conformément à l'adage hégélien selon lequel «la chouette de Minerve prend son envol à la tombée de la nuit». Et du caractère double de sa crise résulte la double solution, à la fois sociale et écologiste, qu'il requiert.

Évidemment, comme dans les années 30, il faudra bien trouver une solution à la crise de l'insolvabilité et aux désordres financiers. Pourtant, le présent texte est dédié aux aspects sociaux et plus particulièrement aux aspects écologistes des problèmes de sortie de crise. Trop souvent, une touche verte est apposée sur une analyse principalement keynésienne de la crise, comme une vertitude imposées par l'opinion publique. Au contraire, nous allons essayer d'enraciner la nécessité d'une « solution verte » dans l'analyse de l'aspect écologique de la crise. Pour ce faire, nous devons remonter à la nature du modèle en crise, et au mécanisme de sa crise.

Car «*une société a la conjoncture de sa structure*» (Labrousse [1944]), et la structure complexe du modèle libéral-productiviste détermine la complexité de la crise présente. En tant que crise d'un modèle libéral, elle a bien des traits communs avec le crise des années Trente. En tant que crise écologique, crise d'un modèle « productiviste », elle évoque pour les historiens les « crises d'Ancien régime » (Braudel, Labrousse [1979]), dont le dernier épisode déclencha les révolutions européennes de 1848.

Comme dans les années 30, la crise démarre par une crise financière et même boursière, mais révèle bientôt ses profondes racines sociales et macroéconomiques : les riches sont trop riches, les salariés trop pauvres, une crise de « sous-consommation » est inévitable. La solution à la crise des années 30 fut finalement : augmenter les salaires, et vendre une automobile à chaque travailleur,

---

<sup>1</sup> Des éléments de ce texte ont été présentés :

- à la conférence *Responding to the Crisis in International Development*, 20th Anniversary Conference, International Development dept, London School of Economics, 8 sept. 2011 ;
- comme Invited lecture to : *The Global Economic Crisis and State: Alternative Approaches for Monetary and Fiscal Policies*, 59th JSPE Annual Conference, Rikkyo Univ, Tokyo, 17 sept. 2011.

comme le recommandait Henry Ford, élargir l'offre de monnaie, et accepter le crédit de masse, comme le recommandait J.M. Keynes. Mais, comme en 1848 (et contrairement à 1930), la Terre paraissait si peu généreuse au genre humain en 2007-2008 que les prix agricoles, miniers et pétroliers s'envolaient. La demande en bien durables manufacturés fut évincée du budget des ménages pauvres et moyens par la montée du prix des biens de base (nourriture, transports). En fait, cette avarice de la Terre n'était que le résultat des gaspillages productivistes des modèles de développement précédents. Une solution « Fordiste » à la crise ne pourrait donc enclencher aujourd'hui qu'une rechute dans la crise : un nouveau choc sur les prix alimentaires et pétroliers (et, si l'on cherche un échappatoire du côté du nucléaire, de nouveaux Fukushima...) et une aggravation de la dérive climatique.

Mais d'un autre côté, verdir une simple politique de relance budgétaire habituelle, en attribuant plus de subventions publiques aux technologies vertes, et en ignorant la profondeur des inégalités à l'origine de la dimension libérale de la crise et la nécessité de profondes réformes sociales, serait une erreur symétrique. Les aspects financier, social, écologique de la crise sont tissés de manière si serrée qu'aucune solution partielle ne serait efficace. Nous avons besoin d'un Green Deal, à la fois écologique et social et ce, au niveau global.

D'où le plan de ce texte. D'abord nous rappelons les composantes du modèle de développement capitaliste finissant. Puis nous examinons les facteurs entrelacés de sa crise, de 2007 à nos jours. Ensuite nous développons plus précisément les éléments d'un New Deal spécifiquement Vert. Nous examinerons alors les difficultés de la mise en oeuvre d'un tel compromis. Et finalement nous donnons quelques recommandations politiques.

## **I. Le modèle libéral-productiviste de développement capitaliste : une approche régulationniste.**

Selon l'approche de la régulation<sup>2</sup>, un modèle de développement capitaliste assure pendant une période prolongée un sentier d'accumulation du capital relativement stable, en dépit des contradictions de ses relations sociales. On peut le définir par les dimensions suivantes :

- un paradigme technologique : la façon dont le travail salarié est organisé ;
- un régime d'accumulation : la structure stable de demande sociale effective permettant la réalisation (la vente) continue de l'offre de marchandises capitalistes, et orientant les profits vers de nouveaux investissements ;
- un mode de régulation : l'ensemble des institutions et des routines qui induisent les agents à se comporter conformément au régime d'accumulation ;
- une configuration internationale : la compatibilité entre les différentes formations socio-économiques nationales, poursuivant des modèles qui peuvent être différents, et échangeant des capitaux et des marchandises sur le marché mondial.

Une telle méthodologie a été développée par l'approche de la régulation dans l'étude du modèle central de développement de l'après-seconde guerre mondiale, le fordisme, et sa crise autour de 1975-1980. Elle a permis une identification précoce des nouveaux modèles en compétition, et l'analyse de celui qui l'a emporté, le modèle libéral productiviste (LP)<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Cette approche est présentée par exemple dans : Boyer [2004], Jessop [2001], Lipietz [1985]

<sup>3</sup> Pour une identification précoce du modèle LP : Bluestone et Harrison [1988]. Pour une analyse régulationniste du modèle à maturité Lipietz [1996].

## **A. Le taylorisme répressif.**

L'une des composantes de la crise du fordisme était l'épuisement des gains de productivité qui résultait de son paradigme technologique, le taylorisme, c'est à dire : une division stricte entre les tâches de conception et les tâches d'exécution du travail, et la prescription des tâches par les ingénieurs et techniciens aux opérateurs (ouvriers spécialisés). Dans le modèle libéral productiviste, le taylorisme a été étendu aux métiers tertiaires et exacerbé par une pression sur les «résultats» (*lean management*, puis *stress* et même *crash management*). Ce tournant de la «prescription» à la «répression» a entraîné un accroissement brutal du stress, des suicides, des maladies professionnelles, etc... Une telle tendance s'est manifestée aussi bien dans les pays industriels que dans les nouvelles puissances émergentes.

Rappelons que, dans les années 80, une alternative semblait possible, basée sur une haute qualification des travailleurs et leur "implication négociée" (ce que, conformément au modèle, Toyota, on pouvait appeler "ohnisme"). Cette alternative, hautement prônée par le fameux livre de Piore et Sabel, *The second industrial divide* [1984], a démontré sa supériorité dans quelques pays et quelques niches (la Scandinavie, partiellement l'Allemagne et le Japon). Mais il est resté minoritaire au niveau mondial parce que la combinaison « taylorisme répressif + dumping social » s'est révélée plus compétitive que « implication négociée + salaire décent » dans la plupart des branches (Lipietz [1991]).

## **B. Un « régime en retombée » et une économie de dette.**

Dans le fordisme, la demande sociale était tirée par la demande populaire, elle-même basée sur des salaires augmentant au même rythme que la productivité moyenne. Dans le modèle libéral productiviste, le ciseau entre les gains de productivité et des salaires décroissants (au niveau mondial et en moyenne<sup>4</sup>) résulte en part des profits croissante. Ces profits furent pour une part redistribués aux propriétaires des capitaux, et leurs dépenses sont retombées (*trickle-down*) vers les travailleurs salariés des biens de luxe ou de loisirs, et pour l'autre part ils ont été investis.

Tandis que, dans le fordisme, les capitalistes vivent de ce que les salariés dépensent, dans le régime libéral productiviste, les salariés vivent de ce que les riches dépensent. Mais, puisque ces retombées étaient insuffisantes pour assurer une demande sociale effective en face d'investissements exubérants, il a fallu distribuer des crédits aux consommateurs insolubles. Le modèle libéral productiviste est ainsi apparu tout aussi consumériste et productiviste que le fordisme, mais ce sont

---

<sup>4</sup> Le salaire moyen est resté légèrement croissant dans la plupart des pays anciennement industrialisés, et même plus fortement dans les « pays émergents », mais presque partout moins vite que la productivité du travail. Surtout, la pondération entre ces deux groupes de pays a basculé : les « moyens salaires mondiaux » ont été évincé par les très bas salaires.

Du coup, le modèle LP peut être lu comme une « Grande régression » nous rammenant à la structure d'inégalités de 1928. Pour les Etas-unis, voir les données présentées par R. Reich [2011] et les conséquences politiques qu'il en tire. Les graphiques sont impressionnants : <http://www.nytimes.com/imagepages/2011/09/04/opinion/04reich-graphic.html?ref=sunday> et <http://www.nytimes.com/2011/09/04/opinion/sunday/jobs-will-follow-a-strengthening-of-the-middle-class.html?> Le fossé ne s'est pas creusé de façon aussi dramatique dans les autres pays de l'OCDE, mais il s'est creusé presque partout : Hein [2011].

des "anticipations" de croissance (plutôt que la planification ou la régulation de cette croissance) qui furent la condition même de la stabilité de la croissance !

### **C. Le néo-libéralisme**

Contrairement au fordisme « bien régulé » (on a parlé de « capitalisme organisé »), la régulation publique et contractuelle s'est éteinte progressivement dans le régime libéral productiviste. Comme dans la période de laisser-faire typique de l'avant-seconde guerre mondiale, la croyance dans la puissance autorégulatrice des marchés prévalut. Et comme dans la période classique du libéralisme (avant la première mondiale), les cycles des affaires revint. Pourtant, le néolibéralisme n'a pas oublié toutes les bénédictions du mode de régulation fordiste-keynésien. Non seulement les dépenses publiques sont restées à un haut niveau (financées à crédit, puisque les impôts étaient réduits). Mais même les consommateurs privés ont pu bénéficier d'une immense création monétaire, à travers le développement des crédits privés. On peut dire que le "crédit privé" est devenu une forme de monnaie privée à cours forcé, sur lesquels les banques privées levaient un seigneurage... même sur la dette publique : le *spread*. En conséquence, une part croissante de la valeur ajoutée fut captée par les banques privées, réduisant en conséquence, non seulement la part des salaires dans la valeur ajoutée, mais même la part du profit d'entreprise.

### **D. La Chinamérique.**

La transition du fordisme au libéral productivisme (début des années 80) put bientôt s'appuyer sur deux transformations majeures dans l'économie mondiale : la généralisation de la «nouvelle industrialisation» dans le tiers monde (qui avait débuté dans les années 70 avec les premiers nouveaux pays industrialisés - NPI) et la chute de l'empire soviétique et de son modèle (à la fin des années 80). Il en résulta une complète réorganisation de la hiérarchie des compétitivités, de la production industrielle, et des pouvoirs.

L'Allemagne et le Japon se sont maintenus en adoptant quelques variantes du modèle « à implication négociée» en tant que paradigme technologique, au moins dans certaines niches. Ils devinrent plus compétitifs que les Etats-Unis.

Dans leur transition au modèle libéral productivisme, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France acceptèrent de voir glisser leurs industries à faibles qualifications et même leurs tâches de fabrication qualifiées vers les NPI. Du coup, leur balance commerciale devint structurellement déficitaire.

La chute de l'empire soviétique accéléra l'évolution de la Chine et de l'Inde vers une forme de Fordisme périphérique au milieu d'un océan de pauvreté. La Russie ne les suivit pas, et se limita à un rôle de pays exportateur d'énergie.

Alors qu'en Asie la plupart des premiers NPI avaient ajusté leurs industries d'exportation au niveau de leur dette extérieure, les pays latino-américains durent supporter pendant les années 80/90 de sévères plans d'ajustement structurels. Toutefois, au début du XXIème siècle, après les crises coréenne et "Tequila", la plupart des NPI avaient fini de payer leurs dettes et, depuis, accumulent d'immenses surplus commerciaux. Ces "pays émergents" sont devenus les créanciers des anciennes puissances dominantes.

Ce fut rendu possible parce que les principaux agents économiques aux États-Unis restèrent en déficit (les ménages à cause de la stagnation des salaires, les administrations, à cause de la croyance reaganienne dans les effets positifs de la réduction des impôts) : et du coup la balance commerciale nationale était aussi en déficit. Mais les crédits à très bas taux d'intérêt émis par la Banque Fédérale (la FED) ont permis le développement d'une "économie de dettes" et plus tard d'une « économie casino ».

Cette économie de dettes fut autorisée aux pays occidentaux (et tout particulièrement aux Etats-Unis) parce que les pays émergents (et notamment la Chine) n'avaient d'autre possibilité que le dollar en tant que monnaie de réserve et équivalent général international (*Dollar Exchange Standard*). Puis, l'impossibilité de vendre ces réserves en dollars (au risque d'en faire chuter la valeur) a maintenu leur taux de change à un niveau excessivement bas, améliorant encore leur compétitivité, mais autorisant les agents américains à acheter leur travail à bas prix et à crédit. Cette «équilibre de la terreur» fut la base de la configuration mondiale du régime libéral-productiviste. On l'appelle parfois "Chinamérique".

## II La crise du modèle libéral-productivisme.

On peut donner bien des explications endogènes à l'effondrement du modèle libéral productiviste, étant donné qu'il était manifestement basé sur une montagne de contradictions, déjà identifiées par les économistes classiques du XIXe siècle (dont Ricardo et Marx). Le miracle fut plutôt l'incroyable succès de la croyance superstitieuse dans la puissance auto-régulatrice des marchés, alors que le modèle libéral productiviste était précisément si semblable aux "*Roaring Twenties*" (les Années folles), le modèle libéral critiqué par Karl Polanyi [1944].

En effet, les explications standard à la crise de 1929 vinrent immédiatement à l'esprit lors du krach de la banque Lehman Brothers en 2008. Et bien sûr, toutes ces explications capturaient certains aspects de la réalité, puisqu'une grande crise est toujours à multiples couches. Mais dans la crise actuelle, de nouveaux aspects sont apparus, invisibles dans toutes les crises du XXe siècle : le développement d'une crise écologique.

Ce n'est pas absolument «nouveau». C'était même le caractère général de toutes les crises jusqu'en 1848 ! Mais c'est nouveau pour le capitalisme développé. Si nouveau que Marx, Keynes, l'approche de la régulation, et l'approche *mainstream* ont pu l'ignorer dans leurs analyses de toutes les crises postérieures à 1848...

### A- Entre Minsky et Keynes : les approches dominantes.

En tant que régime d'économie de dettes, le modèle libéral-productiviste était condamné à tomber du côté de son péché le plus évident : une crise de la dette, suivie par une avalanche de faillites, et finalement un *credit crunch*, un resserrement du crédit. La crise de la dette se développa quand les agents les plus faibles de la société américaine, les travailleurs pauvres et les couches moyennes appauvries, furent conduits à acheter leur maison à crédit à un taux *subprime*. Quand se révéla leur insolvabilité, tout le système bancaire se retrouva illiquide, et après une tentative malencontreuse de combattre l'"aléa moral" (refus de renflouer Lehman Brothers), les États durent voler au secours de la planète financière toute entière. La conclusion qu'en tira le courant principal chez les économistes fut : les marchés fonctionnent, mais certains agents sur le marché sont si stupides qu'ils en ignorent les signaux. C'était déjà la compréhension dominante en 1929, et ce fut de 2009 à 2010 l'analyse *mainstream* de la crise présente : « on remet ça, *business as usual*, mais cette fois on fait attention où on met les pieds ».

Les sages corrigent immédiatement et plus profondément : «Quand les choses vont bien, une bulle financière exubérante et auto-réalisatrice se forme d'elle-même, jusqu'à ce que l'excès de crédit conduise à une inflation du prix des actifs, conduisant ainsi au krach, puis à une aversion pour le risque conduisant à un assèchement du crédit. Et c'est ce que nous avons annoncé !". Dans le jargon des économistes : une crise dans le cycle de Minsky<sup>5</sup>. La solution doit être : d'abord repartir à

<sup>5</sup> Voir Minsky [1982]. On ne manqua pas en 2008 de saluer la « revanche de Minsky » : “ The

zéro avec une annulation (faillites) ou un rééchelonnement de certaines dettes, puis des contrôles plus stricts (organisés au niveau international, puisque la finance est internationalisée, plus que jamais), des règles prudentielles plus strictes et une supervision plus forte. Un «Super Glass-Steagal Act», pour filer la comparaison avec les années 30.

Aussi bien l'analyse que la solution sont correctes. Mais tout à fait insuffisantes. En effet, pourquoi les prêteurs sont-ils si voraces ? Pourquoi les emprunteurs si endettés ? Parce que les prêteurs (et notamment les fonds de pension) doivent récolter de l'argent pour leurs titulaires (les rentiers et les salariés retraités), et parce que les emprunteurs sont trop pauvres. Dans une économie de la dette, la racine du problème n'est pas la finance, mais la mauvaise distribution des revenus (avant ou après impôt). Si le modèle libéral productiviste a marché, malgré une demande effective primaire insuffisante, c'est parce que les consommateurs pauvres ont pu obtenir des crédits faciles. Mais pas tous, pas les travailleurs pauvres des pays émergents dans le sud de la planète : seulement les travailleurs pauvres et les classes moyennes dans le nord-ouest du monde. Nous avons donc besoin d'un New Deal, mais au niveau mondial, incluant les classes ouvrières chinoises et indiennes. Un «super-Wagner Act», et probablement une « Super-Tennessee Valley Authority », un super-Plan Marshall au niveau mondial : accroître les salaires, et annuler les dettes des couches populaires.

Evidemment tout cela est vrai aussi. Évidemment la Chine, qui a des réserves infinies de demande intérieure potentielle, à cause de l'incroyable fossé entre salaire et productivité qu'elle a creusé, et qui a aussi un gouvernement omnipotent et prêt à l'emploi, et qui n'a pas de contraintes financières extérieures, peut activer avec succès ce *Policy Mix* super-keynésien. Et pourtant ... est-ce qu'un New Deal planétaire, la généralisation de l'*American Way of Life* à tous les êtres humains serait écologiquement soutenable ? Certainement pas, et la chose étrange est que le concept de « soutenabilité » inhérent au concept même de régime se soit imposé en économie seulement à ce moment-ci de l'Histoire !

## **B. L'émergence de la contrainte de soutenabilité dans le modèle libéral productiviste.**

La contrainte de soutenabilité a fait son apparition dans la conscience des élites mondiales avec la Conférence des Nations Unies à Stockholm en 1972, et la publication du fameux modèle *Les limites de la croissance* de Meadows et autres [1972] pour le Club de Rome. Mais, à ce moment-là, les avertissements étaient encore peu précis, et centrés sur le côté «source» des problèmes écologiques : la rareté des ressources. Le choc pétrolier de 1973 souligna la dépendance du modèle fordiste à l'offre en pétrole, mais cette offre semblait limitée seulement par des raisons géostratégiques. Rien de nouveau par rapport aux classiques guerres pour l'énergie et les matières premières : si vous contrôlez la réserve, le problème est résolu. Il n'y a plus grand monde pour croire que la crise du modèle fordiste à la fin des années 70 a résulté du choc pétrolier, même si celui-ci y a certainement contribué.

À ses débuts, le modèle libéral productiviste n'a pas tenu le moindre compte de quelque contrainte écologique que ce soit, pas plus d'ailleurs que les théories de l'économie dominante, ni l'approche de la régulation, ni les économistes « radicaux ». Au contraire, le contre-choc pétrolier de 1985/1986 révéla une disponibilité en pétrole qui pouvait de nouveau paraître infinie. En réalité, tout le monde savait que cette ressource était finie, mais croyait que les limites se trouvaient au-delà

---

Credit Crisis: Denial, delusion and the "defunct" American economist who foresaw the dénouement”, by Michael Hennigan,  
[http://www.finfacts.ie/irishfinancenews/article\\_1014734.shtml](http://www.finfacts.ie/irishfinancenews/article_1014734.shtml).

de l'horizon politique ou de l'horizon des affaires. On interprète même ce contre-choc comme un coup du président Reagan, de la CIA et de l'Arabie Saoudite pour assurer la victoire totale du modèle libéral-productiviste, en tuant le pouvoir des pays de l'OPEP, et en affaiblissant l'économie soviétique exportatrice en pétrole. Quoi qu'il en soit, la possibilité même d'un tel plan prouve qu'inonder le marché mondial avec du pétrole n'était pas un problème, durant les premières années du modèle libéral-productiviste !

Les choses commencèrent à changer avec les pluies acides, l'érosion de la couche d'ozone et avec le Sommet de la Terre (la Conférence des Nations Unis sur l'Environnement et le Développement) à Rio, en 1992. Là, les problèmes écologiques furent exposés en pleine lumière : pas seulement du côté des « sources », mais du côté des « puits ». Non seulement les ressources naturelles sont rares, mais la production de déchets, en particulier les gaz à effet de serre (GES), comme le dioxyde de carbone, et les déchets nucléaires) apparut comme une sérieuse menace à la soutenabilité d'une vie décente et même de la production capitaliste sur la planète. Une limite cette fois inhérente au modèle, et non aux hasards de la géologie.

À côté de la productivité du travail et du capital, de nouveaux concepts surgirent dans les théories de la croissance ou du développement, tels que : « le contenu en énergie ou en carbone de l'unité de PIB ». Et, à côté de la contradiction Capital / Travail, la "seconde contradiction du capitalisme" fut redécouverte (O'Connor [1997]) : Capital / Nature. Et cette fois, il n'y avait guère d'espoir qu'une nouvelle équation de Kaldor-Verdoon résoudrait le problème en assurant une croissance automatique de la productivité de l'énergie avec la croissance économique. Au contraire, toute l'affaire apparaissait comme une revanche des théories des crises chez Malthus et Ricardo : une réduction de la profitabilité pour les « fermiers » capitalistes, due aux coûts croissants des ressources naturelles et de la gestion des risques et des déchets. La différence avec la théorie ricardienne de la hausse tendancielle de la rente foncière, c'est que la hausse de l'empreinte écologique était gratuite pour le Capital... du moins jusqu'à maintenant, parce qu'il n'y avait pas de propriétaire foncier des biens communs mondiaux comme l'atmosphère, et parce que l'incertituderadicale<sup>7</sup> sur le coût des dommages nucléaires était implicitement couverte par les États, sans cotisation d'assurance imposée au capital.

Mais une fois ces coûts explicités, peut-on imaginer un sentier de progrès technique incorporé dans l'investissement qui pourrait les réduire? Nouveau champ de recherche pour les approches de la régulation : que pourrait être un régime d'accumulation écologiquement soutenable? Que pourrait être le mode de régulation d'un tel modèle? Y a-t-il un paradigme technologique accroissant la "productivité de l'énergie (et des GES émis)" à un taux élevé, du moins supérieure au taux de croissance du PIB ?

En fait, le débat s'est dispersé entre de nombreux participants. Les ingénieurs et scientifiques se sont attaqués directement au problème de l'efficacité de l'énergie et des coûts des énergies renouvelables, les économistes écologistes ont bâti des modèles de régulation (des écotaxes aux marchés de permis), les militants ont insisté que l'énergie la plus sûre est celle qui ne consomme ni ne produit. Mais peu d'entre eux se sont confrontés au problème de la globalité du "modèle alternatif". Il n'y avait pas d'urgence : les élites mondiales avaient vite oublié les avertissements de

---

<sup>7</sup> Durant les premières années, la probabilité d'accidents nucléaires majeurs était considérée comme inconnue mais extrêmement faible. Maintenant nous pouvons considérer que l'incertitude est devenue risque mesurable. Sur les 14000 premières « années-réacteurs », la fusion du cœur du réacteur est survenue 5 fois, avec, 4 fois, d'importantes émissions de radioactivité dans l'atmosphère, en Union Soviétique et au Japon. Rien n'indique à l'heure actuelle que ce genre d'accident puisse être financièrement couvert par des États nationaux, même dans le cas de ces super-puissances mondiales...

Rio, et le modèle néo-libéral se développait de plus en plus nettement comme un modèle « libéral productiviste ».

Pourtant, de graves tempêtes dans l'Europe du Nord-Ouest commencèrent à préoccuper le secteur des assurances. Le changement climatique n'était plus une menace pour les « générations futures », mais un problème immédiat pour ce secteur professionnel. D'où le succès des conférences de Berlin (1995) et de Kyoto contre le changement climatique.

Malheureusement, le libéralisme progressait encore plus rapidement. Alors qu'un changement dans le modèle de développement aurait impliqué une énorme mobilisation du politique au niveau mondial, la création de l'Organisation mondiale du commerce, avec ses dogmes libre-échangistes, réduisait encore la capacité d'action des pouvoirs politiques. La CNUED de Johannesburg en 2002 se conclut par un match nul entre les dogmes libéraux et les proclamations écologistes. Ce qui voulait dire que la crise écologique mondiale avait une autoroute ouverte devant elle.

### **C. L'éclatement des crises écologiques.**

Vers 2007, la croissance "rugissante" des pays émergents rencontra les limites des capacités courantes de production pétrolière. Le prix du pétrole, qui avait commencé à monter depuis 2002, s'envola vers des pics sans précédents. Nous ne discutons pas ici de la question de savoir si la production a atteint ou pas une limite absolue (pic de Hubber) : de toute façon, il y avait un pic de la demande, manifestement structurel, qu'il y ait eu ou pas une possibilité plus ou moins limitée de croissance de la production. Les problèmes du côté des sources ou du côté des puits avaient fusionné dans une crise énergie-climat.

Mais la question de l'énergie se trouva vite enfermée dans un « triangle des riches énergétiques ». À un sommet du triangle, du côté des énergies fossiles, les risques de l'effet de serre et de l'épuisement des ressources. Si l'on se tourne vers le nucléaire, on a le risque d'accidents, l'insoluble problème des déchets, et le risque de la prolifération vers le nucléaire militaire ou l'usage terroriste des déchets. Et si l'on se tourne vers la production de bio-masse<sup>8</sup>, il a risque de conflits sur l'usage des sols.

Car bien vite une crise de l'alimentation se joignit au problème énergie-climat. C'était aussi d'abord le résultat de la demande croissante des pays émergents. La croissance de la classe moyenne dans un pays entraîne l'adoption d'un régime alimentaire « occidental », donc carné. Et la viande nécessite 10 fois plus d'espace que les protéines végétales traditionnelles. Aussi, le « décollage » de gros NPI, comme la Chine et l'Inde, accroissait de manière décisive la pression sur les terres cultivables. Or au même moment, on assistait aux premiers effets du changement climatique. *Directement* : plusieurs années de sécheresse persistante avaient compromis les livraisons de l'un des traditionnels greniers à grains de la planète : l'Australie. *Et indirectement* : la réponse même de productivisme à la crise énergie-climat, c'est-à-dire le développement des agro-carburants, accroissait le problème alimentaire. Ce noeud est appelé le "dilemme FFFF des priorités sur l'usage des sols" : *Food* (la nourriture pour les humains), *Feed* (nourriture pour le bétail), *Fuel* (nourriture pour les machines) ou *Forest* (c'est à dire les réserves de biodiversité et de puits de carbone).

Le résultat macro-économique du noeud FFFF fut l'envolée des prix de l'alimentaire. Une tragédie pour les pays les moins avancés, qui avaient été contraints par la Banque mondiale et le FMI d'abandonner leurs récoltes vivrière traditionnelles au profit des cultures de rente : une vague d'émeutes de la faim balaya le Tiers-Monde. Mais cela voulait dire aussi une croissance du poste

---

<sup>8</sup> Traditionnellement : le bois, qui reste la source primordiale d'énergie de la majorité des humains, et maintenant les agro-carburants.



alimentaire du coût de la vie dans les pays du Nord-Ouest. Résultat, les ménages pauvres endettés «*subprime*» aux Etats-Unis durent choisir : payer pour la nourriture, pour le carburant de la voiture, ou pour rembourser leur logement. Et ils abandonnèrent leurs maisons hypothéquées aux banques, déprimant profondément le marché du logement... et ruinant les banques ! Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme depuis 1848, de mauvaises récoltes déclenchaient une « crise d'Ancien régime » à la Fernand Braudel. Mais, cette fois-ci, les mauvaises récoltes ne tombaient pas du ciel, mais des réformes libérales du capitalisme agraire dans les décennies précédentes, et du modèle capitaliste de développement lui-même, dans l'industrie et l'urbanisme.

#### **D. L'état où nous en sommes (été 2011)**

Après deux ans de renflouement du système bancaire et d'injection de dépense budgétaire, une pâle reprise se manifesta dans les vieux pays capitalistes, tandis que les pays émergents poursuivaient leur expansion rugissante<sup>9</sup>. Immédiatement les mêmes problèmes de fond réapparurent en 2010. À la différence de la période 2006-2008, la dette privée avait été transformée fin 2008 en dette souveraine. Et immédiatement, les banques commencèrent à mordre les mains qui les avaient renflouées. La « crise grecque » (début 2010) signifiait que, derrière la « crise de liquidité » (provisoirement résolue), apparaissait la crise de solvabilité : les crédits engagés dans un modèle de développement caduc ne seraient jamais remboursés. Et rien n'avait été fait, ni du côté de la régulation ni du côté de la répartition des revenus : les travailleurs pauvres, les chômeurs et les retraités étaient juste un peu plus pauvres, les riches avaient perdu une partie de leurs actifs fictifs, mais avaient recouvrés leurs revenus d'avant la crise. D'où la permanence de la crise écologique, aggravée par l'échec de la conférence sur le climat de Copenhague, en décembre 2009.

Mêmes causes, mêmes effets. Un second et un troisième grenier à grains (l'Ukraine et la Russie) partirent en fumée à l'été 2010, suite à une sécheresse et une vague de chaleur sans précédent. Et immédiatement une nouvelle vague d'émeute de la faim se déclencha (au Mozambique). Mais cette fois, comme en 1848, les tensions sur le prix de la nourriture entraînèrent des conséquences plus intéressantes : les révolutions démocratiques arabes.

Il n'y aura pas d'issue à cette grande crise sans un changement du modèle tout entier et en particulier sans un tournant décisif dans la crise énergie-climat. Les rapports du GIEC et de Lord Stern ont fixé la fenêtre étroite pour l'action : entre 2010 et 2020. Et, tandis que la résistance des paysans et des militants écologistes a réduit les ambitions des agrocarburants, le triple accident de Fukushima (s'ajoutant à l'impossibilité de plus en plus constatée de limiter l'énergie nucléaire à ses usages civils, en Corée du Nord comme en Iran) a réduit la tendance à chercher une solution aux problèmes climatiques en accroissant les risques nucléaires.

Malheureusement, durant les premières années de la crise, les couches superficielles (la crise financière) ont rapidement évincé l'intérêt pour ces défis plus profonds. Une fois basculée des mains privées aux mains publiques, la crise de la solvabilité apparut plus clairement derrière la crise de liquidités et l'endettement des Etats se manifesta comme « Le problème ». Non seulement la Grèce, mais toute l'Europe périphérique (Europe de l'Est, Portugal, Irlande) et même toutes les économies faibles de l'Europe économiquement centrale (l'Espagne, l'Italie, la Grande-Bretagne et bientôt la France) sont concernées. Mais le pire restait à venir : au début de l'été 2011, le *rating* des bons du Trésor américain fut réduit de AAA à AA.

---

<sup>9</sup> C'était également le cas en Amérique Latine dans les années 30 : les pays émergents ont toujours la possibilité, lors d'une crise de « sous-consommation » dans les marchés centraux, de substituer le développement du marché intérieur aux exportations. Cette fois cependant il est probable que la Chine et le Brésil se heurteront très vite à la barrière écologique.

Le *rating* de la crédibilité d'un débiteur par l'oligopole des 3 agences mondiales de notation est probablement de bien pauvre qualité. Elles n'ont pas détecté l'insolvabilité des *subprimes*, et maintenant elles donnent une meilleure note à la France qu'aux États-Unis ! Et pourtant, cette dégradation de la note signifie plus que la fin du régime libéral-productiviste : la fin d'un régime monétaire mondial qui prévalait dans les deux derniers modèles de développement (de 1950 à nos jours), le *Gold Exchange Standard* devenu de jure en 1971 un *Dollar Exchange Standard*, l'idée que le dollar est aussi bon que l'or. C'est-à-dire, implicitement ou explicitement depuis la fin de la convertibilité dollar-or, l'idée qu'une fois échangée contre un dollar une valeur (quelque actif que ce soit) est reconnue comme une vraie valeur, socialement utile et donnant droit à une valeur équivalente au niveau mondial. Du coup, le Trésor américain et en fait toute l'économie américaine pouvaient payer leur dette avec la monnaie qu'émettait le système monétaire américain. La Fed n'avait qu'à escompter des crédits à l'économie US sous forme de monnaie qui était universellement acceptée. Mais lorsque même les bons du Trésor US deviennent douteux, où est «la vraie monnaie» ? Et plus immédiatement : si un débiteur fait défaut (comme la Grèce), qu'advient-il aux créanciers (comme les banques françaises ou allemandes) ?

En fait, toute l'économie de dettes du modèle libéral-productiviste était basée sur une convention : que certains titres de dettes sont sûrs. Avec ces titres à leurs actifs, les banques commerciales pouvaient émettre de nouveaux crédits, en fonction de règles prudentielles acceptées (le ratio Cooke et ses développements : Bâle I, II et III). Si la communauté financière considère que les titres de débiteurs respectés ne seront plus jamais remboursés, alors la capacité de faire crédit (ce qu'on appelle la «*New Money*») se réduit, et dès lors, comment financer un nouveau modèle de développement ?

Dans les années 2010-2011 le débat commença entre économistes et responsables politiques, mais dans un premier temps (en dépit des avertissements des économistes keynésiens et même du FMI) l'opinion dominante resta que "D'abord on paie ses dettes". On proclama dans la plupart des pays la réduction des déficits publics, mais en fait la tendance générale fut de chercher à réduire le déficit plutôt en réduisant les dépenses qu'en accroissant les impôts. Résultat : la pâle reprise provoquée par les politiques budgétaires expansionnistes de 2008-2009 agonisa à l'été 2011... D'où réduction d'activité et des rentrées fiscales et accroissement des déficits publics. Une spirale récessive, très similaire à la politique du président Hoover ou de Tardieu et Laval dans les années trente.

Le principal progrès de la période est une avancée vers la mutualisation des dettes dans le Fond Européen de Stabilisation Financière puis le Mécanisme de Stabilisation Européen (MSE) prévu pour 2013. C'est une sorte de FMI intra-européen, empruntant les fonds sur le marché mondial avec la garantie de toute l'Europe, et prêtant à ses pays les plus endettés. Mais le pas suivant (la monétisation des dettes par les opérations de la Banque centrale européenne sur le marché secondaire de la dette) crée des tensions entre les Allemands et d'autres responsables, plus keynésiens, de la direction de la BCE. Et ce mécanisme de stabilisation (indispensable pour apporter de la *New Money*) respecte le dogme selon lequel toutes les dettes doivent être payées, alors qu'elles étaient basées sur un modèle de développement qui est en crise.

Quand un modèle s'effondre, les crédits qui étaient basés sur lui doivent être annulés, et le seront de toute façon, soit à travers des faillites, soit à travers l'inflation, ou soit à travers quelques formes organisées de rééchelonnement, permettant le sauvetage des débiteurs sans ruiner les créanciers, tout en offrant de la *New Money*, des nouveaux crédits pour un nouveau modèle. Ce fut le cas lors de la crise de l'Amérique latine dans les années 80-90 (Plan Brady), et c'est ce qui reste à inventer pour la crise présente.

### III. Feuille de route pour un Green Deal.

Trois années ont été perdues, et précisément dans des domaines où l'on ne pouvait pas attendre. Dans cette crise à multiples couches, certaines couches peuvent attendre : il vaut mieux réformer tout de suite, mais tant que l'effondrement ne s'est pas produit, attendre une année de plus ne coûte pas grand chose. Au contraire, la même action écologique peut avoir un résultat totalement différent si elle se produit en 2010 ou en 2020. Le problème c'est qu'aujourd'hui tous les problèmes sont urgents.

#### **A. Régulation financière : nécessaire mais pas suffisante.**

On objectera que le plus urgent reste la crise d'insolvabilité. C'est vrai. Mais, comme on l'a déjà noté, le problème derrière l'insolvabilité, c'est le problème de la New Money. Les banqueroutes ou l'annulation ou le rééchelonnement des dettes ne sont pas suffisants. Nous devons offrir de nouveaux crédits au Green Deal. Donc examinons pour commencer ce nouveau modèle qu'il faut promouvoir, et après nous reviendrons sur le problème de son financement.

La plupart des débats ont jusqu'ici concerné et continueront à concerner les formes des régulations héritées du modèle libéral productiviste : la régulation du secteur de la finance. Est-ce que le pacte de stabilité de l'Union Européenne doit être renforcé, ou au contraire sa "réforme laxiste" de 2005 promue jusqu'à des politiques budgétaires discrétionnaires ? Est-ce que la BCE doit financer quelque déficit public que ce soit ? Est-ce que la réforme des règles prudentielles et de la supervision du système financier adoptés par les Etats-Unis, l'UE et la BIRD (Bâle III) sont suffisantes ? Pouvons-nous accepter que certains agents particulièrement imprudents soient «trop gros pour faire faillite» ? Ce sont des questions importantes. Mais mettre exclusivement l'accent sur elles revient à réduire la crise à une crise à la Minsky.

Oui, nous avons besoin d'un super Glass-Steagall Act, c'est à dire une séparation claire entre les banques de dépôts (la gestion de la monnaie de circulation, soumise à des règles prudentielles très strictes) et les banques d'affaires. Oui, nous avons besoin de combiner une politique budgétaire et monétaire active au niveau européen et une surveillance accrue des dérapages nationaux, condition *sine qua non* de la solidarité européenne. Oui, nous devons neutraliser les « paradis fiscaux ». Mais ce n'est pas suffisant.

#### **B. Un repartage de la valeur ajoutée.**

Même le débat sur le partage du PIB (afin de relancer la demande effective) n'est pas suffisant. Oui, nous sommes dans une crise keynésienne, ou une crise de «sous-consommation» à la Marx, et il faut remonter la part des profits dans la valeur ajoutée nationale, européenne, mondiale. Mais :

- D'un côté, la redistribution ne doit pas impliquer seulement les espaces économiques nationaux, mais de toute la planète. Car les travailleurs sont au Sud, et les consommateurs sont au Nord. Or, il n'y a pas de gouvernement mondial pour ratifier un tel *deal*.

- D'un autre côté, un super Wagner Act international (ou un plan Marshall Nord/Sud) implique un choix : est-ce que l'accroissement de la part mondiale des salaires doit prendre la forme d'une croissance du pouvoir d'achat ou d'une croissance du temps libre ? La contrainte de soutenabilité écologique suggèrent que, au Nord comme au Sud, la réduction du temps de travail doit avoir la priorité (sous différentes formes : interdiction du travail des enfants au Sud pour

commencer, la réduction des heures de travail annuelles au Nord et l'avancement de l'âge à la retraite partout<sup>10</sup>).

Donc le régime d'accumulation devrait être «Vert», pour autant qu'on s'intéresse au temps de travail. Mais il doit être souligné que la demande effective elle-même devrait elle aussi être Verte, et Vert aussi le paradigme technologique présidant à l'offre.

### **C. Un régime tiré par l'investissement vert**

Prenons l'exemple de l'Union Européenne, puisque cette Union englobe un espace économique riche d'un demi-milliard d'êtres humains, avec de grosses différences de revenus, et que l'Union s'est dotée d'un minimum d'appareil d'Etat fédéral - certes tout à fait insuffisant - pour mettre en oeuvre le Green Deal.

Dans les trente prochaines années - la durée de tout un modèle de développement - l'Union européenne devra réduire sa production de gaz à effet de serre (GES) d'un facteur 4. Cet objectif devra être le paramètre directeur de la planification et des politiques publiques. Il implique des changements au niveau du paradigme technologique, des modèles de production, des modèles de consommation, de la logique du régime d'accumulation. Il en résulte certainement que le "progrès" devra être mesuré par le temps libre dégagé plutôt que par la croissance de la consommation matérielle. Mais une telle sobriété sera loin d'être suffisante.

Nous aurons besoin d'énormes investissements dans de nouveaux équipements économisant l'énergie et les GES émis (que ce soit dans le logement et les transports) et de nouvelles sources d'énergie et de matières premières, propres et renouvelables. De plus, nous ne devons pas oublier les autres crises écologiques comme la crise alimentation / santé. Dans un modèle Vert, la demande publique (pour les systèmes de transport) ou organisée (pour l'isolation thermique des bâtiments existants) sera dominante et se substituera au rôle que jouait l'industrie automobile dans le modèle fordiste.

Donc, le modèle vert ressemblera à une «économie mobilisée" à la Kornai [1982], c'est à dire pilotée par la demande, et principalement par une demande semi-publique. Du point de vue de la régulation, cela soulèvera de nouveaux problèmes. Ils sont très similaires à ceux de la Reconstruction (période 1945-1950), mais concerneront des agents plus décentralisés : les ménages et les entreprises luttant pour protéger leur revenu du prix croissant des énergies "sales", des autorités locales sommées de se doter de système de transports en commun...

Les écotaxes et les marchés de permis (c'est à dire la planification en prix ou en quantité) seront d'un grand secours pour réguler des processus de décision décentralisée. Mais pour une firme ou pour un ménage il n'est pas suffisant d'être "incités à investir» dans des dispositifs économisant l'énergie ou les GES. Ces agents auront besoin de crédit, car ils doivent investir maintenant pour en espérer des revenus ou des économies futures. Le modèle Vert sera aussi une économie de crédit ! Mais, contrairement au modèle libéral productiviste, les dettes contractes et les mécanismes de prêt devront être strictement orientés selon les besoins sociaux et écologiques d'investissement. Comme

---

<sup>10</sup> Cette hiérarchie des priorités est cohérente avec la dynamique historique des luttes ouvrières : dans un capitalisme naissant (en Europe : au XIXe siècle), les luttes sociales visent d'abord à protéger les corps des travailleurs : interdiction du travail des enfants, création de la retraite, puis est venue la journée de 8 heures, etc. L'expérience des Pays moins avancés devenus NPI (comme la Corée) montre l'importance stratégique de la scolarisation et de l'interdiction du travail des enfants. Bien des « districts industriels du Tiers monde » fondés sur le travail infantile sont orphelins faute de l'avoir compris.

dans la Reconstruction et dans la période fordiste, la sélectivité du crédit et de la création monétaire sera les bienvenues. Le plus simple est d'imaginer une distribution de "monnaie bon marché" par la Banque européenne d'investissement, orientée selon des critères verts, avec la possibilité, pour cette BEI, de se refinancer au taux réel de 0% auprès de la BCE.

### **D. Un paradigme intensif en emplois.**

En général, les "économies mobilisées", c'est-à-dire guidées par la demande semi-publique, sont extrêmement créatrices d'emplois, à cause d'une propension à consommer et à investir qui est proche de 1 ou au-dessus de 1 (ce qui est précisément la définition d'une économie de crédit !). Des études ont déjà été réalisées pour un programme typiquement vert dans l'UE (réduire de 30% les émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2020 et obtenir un taux de 40% d'agriculture biologique locale). Rassemblant les évaluations de la Commission européenne et de la Confédération Européenne des Syndicats, Pascal Canfin [2009] a estimé qu'il résulterait un excès de 10,5 millions d'emplois (pour toute l'UE) par rapport au simple prolongement du modèle antérieur.

Par exemple : La «destruction créatrice» accompagnant la révolution verte dans les transports supprimerait 4,5 millions d'emplois dans la production de voitures individuelles, mais en créerait 8 millions dans les transports collectifs. En effet, le nouveau modèle devra se doter de voies, de rails, de trains, de métro, de tramways, de bus, et en plus conduire tout cela, ou contrôler leurs déplacements automatiques.

C'est une évaluation très intéressante. D'abord, elle confirme que «l'écologie n'est pas ennemie de l'emploi». Plus précisément, elle indique une décroissance de la productivité apparente du travail dans le secteur des transports. En réalité, cela résulte de deux facteurs.

- Les gains de productivité du travail, historiquement, ont été obtenus par l'accroissement des coefficients de Capital et de «Nature», la Nature désignant les dons gratuits de l'environnement (la "Terre", en l'économie classique). Comme le suggère les fonctions de Cobb-Douglas, plus on fera d'économie sur la nature, plus il faudra des techniques intensives en travail : un tournant vert dans le modèle de développement substituera du travail aux inputs «naturels» (l'énergie). Et ce travail sera moins "industriel" (comme les chaînes d'assemblage de voitures) et plus "artisanal", ou plutôt "industriel" (c'est-à-dire fondé sur la le travail direct et qualifié) avec des séries plus courtes de tramways, des infrastructures dédiées, la conduite de bus, la pose du matériel d'économie ou de production d'énergie dans les immeubles. Ce tournant très important dans le paradigme technologique nécessitera la mobilisation de l'appareil de formation professionnelle.

- Plus précisément, la «Nature» (ou comme dit Marx, les conditions générales extérieures de l'accumulation capitaliste) inclut... le temps libre des travailleurs. La différence entre les voitures et les tramways, pour les trajets domicile/travail, c'est que des salariés conduisent les tramways, tandis que le salarié qui se rend au travail conduit sa voiture gratuitement au bénéfice de son employeur. Il y a donc un travail caché et non payé dans les transports individuels.

- La même chose se produit quand une femme s'occupe gratuitement des enfants ou des personnes âgées de sa famille. Un modèle vert devra remplacer ce travail caché de reproduction dans le cadre du patriarcat par quelques formes d'économie sociale et solidaire. Cette dernière remarque est importante. Le modèle vert sera un modèle intensif en emplois « quaternaires » (services à la personne), non délocalisables et non automatisable, donc coûteux pour l'utilisateur s'ils sont offerts sur la base d'une économie de profit sans avantage fiscaux ni subventions.

De nouvelles études menées par Philippe Quirion [2010<sub>a</sub> et <sub>b</sub>] ont transposé le même programme vert européen pour 2020, d'abord pour l'économie française, ensuite pour l'Ile-de-France (la région parisienne), en utilisant un modèle économique combinant une matrice input-output distinguant entre les emplois directs et les emplois indirects (pour les infrastructures et

équipements) et un second tour d'effets de créations d'emploi "induits" keynésiens (dépensant moins d'argent en carburant, les ménages créent des emplois locaux avec leur pouvoir d'achat augmenté). L'étude de différentes variantes montre que le résultat est très sensible à plusieurs paramètres.

- Le prix du pétrole : il est clair qu'un nouveau choc pétrolier permanent et structurel déprimera le reste de la demande des ménages. Les emplois induits par les économies d'énergie augmenteront donc.

- Les ambitions quant à la vitesse de transition pour une économie décarbonée. Bien sûr, si on fixe un objectif de 40% de réduction des CO<sub>2</sub> en 2020 (scénario A-1-B du GIEC), cela crée beaucoup plus d'emplois que dans l'objectif européen adopté en 2008 (-20%).

- La disponibilité de crédits. Une première variante suppose une stabilité de la dette publique. Une seconde variante fait la supposition que 50% des impératifs d'investissement post-Kyoto peuvent être empruntés à un taux d'intérêt bas. La seconde variante crée beaucoup plus d'emplois induits car, dans la première variante, la hausse des impôts absorbe la réduction de la facture en carburant pour les ménages.

Nous revoilà au problème de la New Money ! Mais d'abord, qu'en est-il des aspects internationaux du Green Deal ?

### ***E. Un régime international coopératif.***

Bien sûr, nous avons besoin d'un Green Deal entre le Nord et le Sud (Le Sud étant lui-même divisé entre pays émergents et pays moins avancés). Les Etats-Unis et la Chine découvriront bientôt les aspects pervers de leur attitude non coopérative en ce qui concerne le changement climatique. Mais nous ne savons pas quand, et c'est la principale menace sur le futur de l'humanité. S'ils acceptent de coopérer, l'Inde et les autres pays émergents suivront. Le compromis pourrait être le suivant :

- Une dotation soutenable de quota de GES devrait être fixé à l'horizon 2050, en proportion de la population de chaque pays.

- Chaque pays dépassant sa limite de soutenabilité serait obligé d'entrer dans le programme international de réduction.

- A l'intérieur de ce cadre (c'est à dire : une fois fixées les émissions mondiales annuelles) un marché des quotas et des mécanismes de développement propre peuvent être autorisés.

- Considérant la «dette écologique» (le stock actuel de Gaz à effet de serre anthropique a été principalement émis par les vieilles nations industrialisées), les pays développés aideront les PMA à adapter leurs systèmes d'énergie et de transport.

Maintenant, si l'on se tourne vers les problèmes de redistribution capital-travail à l'échelle internationale, il est clair qu'un Wagner Act mondial est extrêmement difficile à mettre en oeuvre. Probablement, nous devons nous résoudre à attendre un sursaut majeur des luttes sociales en Chine et dans les nouveaux pays industrialisés. Il pourrait cependant être favorisé par des clauses sociales sur le libre-échange (et la même chose est vraie pour les pays réticents à rejoindre un traité sur le changement climatique).

Ce qui nous mène au problème de la «relocalisation» de la production. L'argument contemporain n'a rien à voir avec la vague protectionniste de 1930. Il ne s'agit PAS de réserver les marchés nationaux rétrécis à la production nationale (ni même continentale). La première raison pour limiter les circuits internationaux de produits est environnementale : limiter l'énergie consommée et les GES produits dans le cycle de vie des produits (de la production à la consommation et à l'élimination) , en particulier pendant le transport. Une bonne régulation

possible (maintenant acceptée par la Chine) serait d'évaluer le quota de GES affecté à un pays, non à travers les émissions de sa production, mais à travers son empreinte écologique (les GES produits n'importe où pour satisfaire la consommation de ce pays)<sup>11</sup>. La deuxième raison est de lutter contre le dumping social : inciter tous les pays à converger vers les mêmes normes de répartition. Il n'y a pas de raison valable pour un protectionnisme entre pays voisins dont les coûts salariaux sont équivalents.

### **F. Effacer le passé**

Et maintenant, nous pouvons enfin revenir à la finance ! Le problème est d'annuler une partie des dettes pendantes, attachées au modèle caduc, sans ruiner le système bancaire, nécessaire pour avancer la « new money ». La meilleure solution, à mes yeux, est d'accepter, dans des conférences internationales, que certaines dettes ne seront jamais remboursées (au moins avant un long délai), et d'annuler ou de rééchelonner ces dettes. Les créiteurs (banques et fonds) ne doivent toutefois pas être conduits à la faillite à cause de cette décision (alors nous reviendrions à 2008 et au *credit crunch* !). La façon la plus douce est la « monétisation des dettes », mais avec deux obligations : geler une part de la nouvelle monnaie dans les banques centrales afin de limiter l'inflation<sup>12</sup>, et d'autre part flécher une partie de cette *new money*, obligatoirement, pour financer la conversion verte. Dans l'UE, voici quel pourrait être le mécanisme :

- La BCE rachèterait les dettes en cours avec une décote prenant en compte le *spread* préalablement prélevé sur ces dettes (car le *spread* est une assurance sur la dépréciation).
- 10% (par exemple) des euros accordés en échange seraient gelés dans les comptes de la BCE, à un taux égal à l'indice de l'inflation (taux d'intérêt réel à 0%).
- 10% serait gelé dans les comptes de la Banque européenne d'investissement (au même taux) et dédié à un Fond pour la conversion verte de l'économie européenne.

## **IV. Le difficile chemin du Green Deal**

La possibilité d'une "prospérité sobre" Verte, assurant la sauvegarde de l'environnement et conduisant au plein emploi, avec une équité accrue entre les êtres humains, n'implique pas sa faisabilité politique. La meilleure expérience que nous ayons d'une grande crise du type de celle auquel nous faisons face est l'expérience de la Grande Dépression des années trente, parce qu'elles ont en commun à la fois la dimension globale et l'aspect "libéralisme économique". Dans les années quarante, Karl Polanyi expliqua que trois issues étaient possibles pour ce genre de crise : le

---

<sup>11</sup> Lorsque j'étais rapporteur de la directive intégrant l'aviation dans le système européen des quotas, la Chine et les Etats-Unis s'opposèrent avec violence à l'idée de « faire acheter un quota d'entrée » ) lers avions se posat en territoire européen. A Copenhague, la Chine a demandé que les GES contenus dans ses exportations soient inclus dans le quota du pays importateur... Tournant qui traduit une réflexion de la Chine sur son propre rôle futur : d'atelier du Monde à principal marché du Monde.

<sup>12</sup> Beaucoup s'imaginent qu'une vague d'inflation permettrait de dévaloriser sans douleur les dettes en cours. Le problème, bien illustré par la fin du « modèle de substitution aux importations » dans l'Amérique Latine des années 80 est que, dans un modèle libéral, les salaires sont beaucoup moins bien indexés que les revenus financiers. Ce ne serait pas « l'euthanasie des rentiers », mais des retraités en capitalisation, et des salariés précaires.

fascisme, le stalinisme, ou la social-démocratie. Le résultat final fut le fordisme, sous la forme de social-démocratie ou d'économie sociale de marché, dans les années cinquante.

Malheureusement, entre les années 30 et 50, le monde a dû en passer par une terrible guerre mondiale, puis accepter un demi-siècle de compromis territorial avec le stalinisme. Au début de 1941, le fascisme contrôlait la plus grande partie de l'Europe, et le stalinisme le reste. Seule la Grande-Bretagne restait libre et avait évolué sans transition du libéralisme économique à l'économie de guerre, tandis que la Suède et la Suisse neutralisées expérimentaient quelques formes de la social-démocratie. Dans le reste du monde, le Japon fasciste contrôlait une grande part de l'Asie. Seuls les Etats-Unis de Roosevelt expérimentaient sur une large échelle des éléments du modèle social-démocrate, tandis que les pays émergents d'Amérique latine se divisaient entre le Mexique pro-stalinien et l'Argentine pro-fasciste. Le Monde ne fut sauvé du fascisme que par l'attaque du Japon contre les Etats-Unis et l'attaque de l'Allemagne contre l'Union Soviétique. Et, au prix de 50 millions de morts, l'alliance de la social-démocratie et du stalinisme a vaincu le fascisme.

Le monde des années 2010 pourra-t-il éviter un détour aussi coûteux ? C'était le grand espoir de la fin 2008, après la faillite de la Lehman Brothers, alors que tout le système financier s'effondrait et que la General Motors tombait en morceaux : les élites mondiales semblèrent se révéler keynésienne et même "Rooseveltiennes vertes". Obama, Gordon Brown, Merkel, Sarkozy, Strauss-Khan, se disputaient le rôle de Franklin D. Roosevelt sauvant le stupide capitalisme des mains aveugles des marchés auto-régulés. Trois ans plus tard, Cameron a remplacé Gordon-Brown, aux Etats-Unis le Tea Party dicte sa ligne économique ultralibérale, et Sarkozy-Merkel tentent d'imposer au reste de l'Europe une «règle d'or" de zéro déficit. On en est revenu aux politiques déflationnistes de Hoover, Tardieu-Laval et Ramsay McDonall-Snowden. C'est à dire : en 1932, ce qui est cohérent avec l'ajustement de la faillite de Lehman Brothers (septembre 2008) sur le Jeudi noir d'Octobre 1929. C'est pourquoi, avant de passer en revue les ennemis et obstacles qui s'opposent au Green Deal, rappelons brièvement la triste histoire des années Trente.

### **A. La terrible expérience de la Grande Dépression.**

Après onze années d'investissements exubérants, de croissance de la productivité, de salaires stagnants et d'explosion des profits, les «Années Folles» (*Roaring Twenties*) se terminent par le jeudi noir du 29 Octobre 1929. Ce krach boursier déclenche une énorme vague de faillites bancaires (plus de 5000 aux Etats-Unis) et dans tous les secteurs industriels.

La première réaction du libéralisme économique n'est pas de renflouer le secteur financier. Au contraire, la FED, alors jeune et inexpérimentée, réagit par une politique monétariste plus serrée. C'est une erreur typique sur la dynamique économique. S'il est vrai qu'une politique monétaire excessivement accommodante a permis à la bulle boursière avant le Jeudi noir, il est tout aussi vrai qu'une politique serrée ne règlera pas le problème. Au contraire, *au moment où la bulle explose*, une politique monétaire accommodante est nécessaire.

La seconde réaction apparaît tout aussi contre-productive : le protectionnisme, avec une course à la protection nationale déclenchée par le Hawley-Smoot Act (le 17 Juin 1930). Puisque les marchés semblent se restreindre, il apparaît "juste" de réserver les marchés nationaux à la production nationale. Mais dans la plupart des pays industriels, le secteur orienté vers l'exportation pesait plus du tiers du total de la production manufacturière. Quand on ne met en place aucun mécanisme pour accroître le marché intérieur, une réduction brutale des exportations se traduit en récession. Toutefois, la contraction du marché mondial n'est pas due à ces mesures protectionnistes, mais à la contraction préalable de la demande sur tous les marchés nationaux (d'ailleurs les "fournitures de petit-déjeuner", tels que le café, n'ont jamais été l'objet d'un protectionnisme, ce qui n'a pas empêché leur marché de s'effondrer) et surtout à la contraction de la masse monétaire mondiale.



Ce dernier facteur est très rapidement reconnu. Les prix mondiaux tombent, réduisant l'offre et l'activité, parce que la vraie monnaie (l'or) est «trop rare», et que trop peu de crédits sont accordés. Progressivement, même les monnaies sûres abandonnent leur lien à l'or (Conférence de Londres, 1933, mais la Livre Sterling a abandonné sa convertibilité-or dès 1931, et le dollar US en 1933). Mais il n'y avait pas d'alternative<sup>13</sup>, pas de «Droits de Tirage Spéciaux» sur quelque FMI, et c'est une sérieuse différence avec aujourd'hui.

D'un autre côté, la conscience que les dettes en cours sont un problème semble avoir été plus sérieusement pris en compte à cette époque qu'aujourd'hui. En ce temps-là, l'insolvabilité des dettes privées provoquait une faillite des banques avec des effets dominos. Mais, dans les années 30, c'est accepté, car la masse monétaire émise par les banques commerciales n'est pas reconnue comme une « vraie monnaie » (juste comme un crédit) et parce qu'aucune banque n'est considérée comme occupant une position systémique. En revanche, la dette souveraine (celle des Etats) est considérée comme un problème systémique. Considérant que l'énorme dette tsariste est déjà répudiée par les autorités soviétiques (ce qui a contraint la Russie à l'autarcie), la principale dette souveraine concerne l'Allemagne. Etant donné que la Première Guerre mondiale, à l'ouest, s'est déroulée exclusivement sur les territoires français et belges, le traité de Versailles a placé tout le fardeau des réparations sur les épaules allemandes. Dès 1924, on reconnaît que c'est trop, mais la première renégociation (le plan Dawes) est insuffisante. Avec l'éclatement de la crise, la nature récessionniste d'une telle dette pendante apparaît clairement. Et le 1er septembre 1930, le plan Young rééchelonne la dette de guerre allemande jusqu'en 1988. Cela provoque de sérieux problèmes en France, et ce n'est pas suffisant pour renflouer l'Allemagne. Alors, le moratoire Hoover est approuvé en décembre 1932 : l'Allemagne cesserait de payer ses dettes à la France, et la France sa dette aux USA<sup>14</sup>.

Mais il est trop tard. En 1932, le chômage en Allemagne atteint 25-30%, le parti nazi remporte 37,4% des voix en Juillet. Son score se réduit à 33% en novembre 1932, mais à ce moment là, socialistes et communistes sont en guerre et ne parviennent pas à s'unir. Au même moment, F.D. Roosevelt est élu (le taux de chômage est le même qu'en Allemagne) : et Hitler et lui prennent la tête de leur pays en janvier 1933. La compétition entre fascisme et social-démocratie commence. Elle se terminera par la guerre.

Economiquement parlant, la supériorité immédiate du fascisme apparaît évidente, si nous considérons que la réponse réflexe à une crise du libéralisme économique est «le planisme» (c'est à dire le dirigisme). Très rapidement, le ministre nazi de l'Economie, Hjalmar Schacht, en finit avec le chômage grâce à une combinaison d'autarcie, de dépenses publiques (les autoroutes), et de répudiation de la dette de guerre. Pour la monnaie interne, il crée une pure monnaie de crédit dédiée au financement d'un secteur fléché (les industries de guerre) : les bons MEFO. À l'extérieur, il conclut un système de trocs de monnaie avec l'Amérique latine. Il est clair qu'un tel programme d'extrême nationalisme économique est cohérent avec une dynamique de guerre, mais pas pour des raisons strictement économiques. Le biais d'Hitler vers la guerre était inhérent à la forme de son hégémonie politique nationale, et pas seulement à sa politique économique.

Roosevelt, respectueux lui de la démocratie, devait négocier avec l'opposition républicaine, avec la Cour suprême, avec la nature fédéraliste et décentralisée des Etats-Unis. Immédiatement, il parvient à faire voter la séparation entre les banques commerciales et les banques d'affaires (Glass-

---

<sup>13</sup> L'hypothèse de rétablir le bimétallisme or-argent a cependant été examinée puis écartée.

<sup>14</sup> Avec la victoire nazie et la guerre, les réparations allemandes de 1914-18 furent finalement suspendues puis rééchelonnées jusqu'à... octobre 2010, c'est-à-dire après le commencement de l'actuelle crise de la dette souveraine grecque !

Steagall Act, 1933). Les fonctions de la monnaie de crédit, en tant que moyen de circulation et en tant que moyen de spéculation, sont donc séparées. Une réforme du secteur agricole, et divers programmes de créations d'emplois financés par l'Etat sont lancés, mais à une bien plus faible échelle qu'en Allemagne. F.D. Roosevelt croit que la création d'emplois est le boulot des patrons, et que le boulot de l'Etat est de créer les conditions macroéconomiques pour cela : la demande effective. Les dépenses publiques en sont une partie, mais, selon Ford et Keynes, la meilleure composante de la demande effective est une demande populaire aisée, et cela signifie augmenter les salaires. Et dans un pays de libre entreprise comme les Etats-Unis, cela signifie des syndicats forts. Toutefois, le «Wagner Act» sur les relations industrielles n'est adopté qu'en 1935.

En 1936, les résultats du New Deal font encore pâle figure par comparaison aux résultats déjà obtenus par Schacht. Et pourtant, en 1936, Roosevelt est réélu triomphalement, comme sont élus des Fronts populaires en France et en Espagne. Mais, alors que Roosevelt sera réélu en 1940, la social-démocratie en Europe n'a pas le temps de prouver son efficacité : avec la guerre civile espagnole, la Seconde Guerre mondiale a déjà commencé, et une économie de guerre s'installera vite dans le monde entier.

Politiquement, par la violence ou par la persuasion, des régimes autoritaires ont gagné dans presque toute l'Europe du temps, du Portugal à la Finlande. Etant donné que ce tournant fasciste est survenu avant le milieu des années 30 (sauf en Espagne), il est clair que ça ne traduit pas électoralement les "meilleurs résultats" de Schachte par comparaison avec Roosevelt. Le problème, c'est que les régimes autoritaires avaient des solutions clefs en main pour *d'autres* peurs et d'autres aspirations populaires : le nationalisme ou la religion, la peur du communisme et des migrants, l'antisémitisme, l'aspiration à une sécurité immédiate... De plus, la social-démocratie et le stalinisme sont restés hostiles l'un à l'autre jusqu'en 1933, et les compromis que le Front Populaire français dut concéder aux libéraux-démocrates (à l'intérieur de la coalition : les radicaux-socialistes, et à l'extérieur : le gouvernement britannique) ont ralenti son action. Il y avait aussi des oppositions au sein du camp fasciste (les nazis contre les dictatures cléricales...), mais pas suffisantes pour stopper son résistant progrès.

## ***B. Obstacles à un tournant vert.***

Les avertissements des années Trente sont très sérieux. Avant tout : une "bonne" solution à une grande crise n'a pas une éternité devant elle pour s'imposer. D'autres solutions peuvent s'imposer avant, comme des régimes autoritaires. Aujourd'hui, dans l'Union européenne, la Hongrie semble avoir pris la tête dans cette direction, mais partout dans le monde nous assistons à une radicalisation autoritaire des partis de droite, la Russie étant l'exemple le plus significatif. Ces solutions autoritaires font des émules, non pas parce qu'elles ont plus de succès économiques, mais pour des raisons politiques ou idéologiques tel que le nationalisme.

Si nous comparons la situation actuelle aux années 30, nous remarquons que les premières étapes vers un Green Deal, qui semble être acceptées en 2008, avortèrent devant le problème des dettes souveraines, tandis qu'en 1932, il n'y avait pas d'alternative social-démocrate sur la table, mais le problème de la dette souveraine faisait l'objet de négociations bilatérales sérieuses, s'achevant par un rééchelonnement (le plan Young, le moratoire Hoover). Par ailleurs, une fois un programme social-démocrate ou fasciste adopté sur une base nationale, il pouvait être mis en œuvre sans grand problème de contrainte extérieure.

### **1. Le saut difficile vers la coopération.**

La raison de ce constat est que, tandis que la crise des années 30 était «inter-nationale», la crise actuelle est directement mondiale. Nous n'avons pas affaire à plusieurs économies nationales interconnectées face à des crises similaires, mais à une économie mondiale (avec sa dimension

écologique) et ses crises systémiques, se réfractant sur de nombreux espaces politiques nationaux. Dès lors, les autorités politiques semblent impuissantes, car elles ne jouent pas au niveau mondial. Et il n'y a pas de gouvernement mondial. Nous avons besoin d'un plan Young mondial, d'un moratoire Hoover mondial, d'un Glass-Steagall Act mondial et d'un Wagner Act mondial, plus un traité post-Kyoto et un traité alimentaire mondial, mais cela paraît impossible, car il n'y a pas d'agents pour cela. Le G 20 et le FMI ont prétendu être cet agent en 2009, mais ont échoué.

D'ailleurs, le New Deal de Roosevelt s'est présenté comme un accroissement structurel de la législation et du budget fédéral, contre l'autonomie des Etats. Ce fédéralisme a été refoulé par la contre-révolution reaganienne, et aujourd'hui la droite radicale (le Tea Party) veut reculer encore plus loin. On comprend les résistances à toute forme de solidarité transnationale, avec délégitimation de souveraineté !

Exemples : l'Allemagne pourrait accepter un plan Young en faveur de la Grèce insolvable. Mais cela provoquerait une crise de liquidité pour les principales banques françaises. Elles retireraient leurs actifs et réduiraient leurs crédits dans le reste du monde, accroissant ainsi la crise systémique. Encore plus évident : même si l'UE coordonne une réduction majeure de ses émissions de GES ce résultat serait rapidement effacé par le manque de coopération des Etats-Unis et de la Chine. La même chose est vraie pour la crise alimentaire actuelle.

Ainsi, le premier obstacle pour un Green Deal est le problème de la coordination. Il y a encore de l'espace pour l'action locale (et d'ailleurs, de toute façon, le Green Deal requiert l'implication des agents locaux et même individuels), mais le «local» apparaît de plus en plus gros quand on fait face à des problèmes tels que la finance ou la crise du climat. Dans bien des cas, l'État national est impuissant, et même l'UE n'y suffit pas. Parce que l'UE est encore trop petite, et parce que l'UE manque de «fédéralisme ascendant», c'est-à-dire la subordination des parties à la volonté du tout.

Or, comme la sociologie et la philosophie politique (qu'elles soient individualiste ou holiste) nous le rappellent, une délégitimation de souveraineté vers un "Tout" plus large implique que les "Parties" subordonnées trouvent un intérêt à cette délégitimation. Même si une situation fédéraliste est objectivement plus favorable que la concurrence entre États locaux (à travers le dumping fiscal, social, écologique et même prudentiel), une stratégie de "passager clandestin" peut sembler plus efficace aux intérêts locaux.

Reprenons l'exemple européen. L'Union Européenne a fait l'expérience, en 2005, d'un débat sur un pas en avant (limité mais significatif) vers un fédéralisme plus intégrée : le référendum sur le Traité Constitutionnel Européen. Les citoyens français votèrent Non parce qu'ils pensaient que leur modèle social serait mieux défendu dans le cadre de la politique nationale. Résultat : durant les sept années suivantes, ils eurent à souffrir le refoulement de leur Etat providence par leurs gouvernements nationaux. Les citoyens irlandais ont voté Non au traité de Lisbonne, avant le début de la crise, parce qu'ils craignaient qu'une Europe plus fédéraliste leur interdise de continuer à attirer les capitaux dans l'île grâce au dumping fiscal. Ensuite ils votèrent Oui, après l'éclatement de la crise, parce qu'ils espéraient la solidarité du continent. Mais ils ne réduisirent pas l'écart de fiscalité avec le continent, quand la Pologne et d'autres pays de l'Est européen rejoignaient la stratégie du dumping fiscal, réduisant ainsi les gains budgétaires d'une stratégie de passager clandestin. De l'autre côté de la crise de la dette, Mme Merkel, responsable du pays le plus riche, l'Allemagne, craint que la solidarité européenne avec les pays endettés (les PIGs) au travers de eurobonds (emprunts directement européens) réduisent la capacité de l'Allemagne à "écrémer" (skimming) les crédits à faible taux d'intérêt. C'est certainement vrai. Mais cette tactique allemande, attendant jusqu'à la dernière minute avant d'accepter le pas suivant dans la mutualisation des difficultés financières, peut conduire à une faillite générale de ses principaux clients.

Si nous nous tournons maintenant vers la crise du climat, les Etats-Unis et la Chine ont joué bien évidemment le même jeu non-coopératif depuis la conférence de Rio (1992). En théorie des jeux, on appelle ça le "Chicken Game"<sup>15</sup> : essayer d'être le dernier à accepter la coopération et le partage du fardeau. Le résultat est tout simplement la ruine pour les deux joueurs. A la conférence de Kyoto, l'UE a accepté de prendre les devants, c'est-à-dire accepter une coopération contraignante dans la réduction des GES. A cette époque, des coalitions socialistes + verts gouvernaient la France, l'Allemagne et une majorité de pays européens, et des ministres verts étaient en charge de la négociation de Kyoto. Mais, après le «Non» de 2005, qui réduisit le pouvoir de négociation du Parlement et de la Commission européenne au profit des gouvernements nationaux, avec un durcissement de la règle de l'unanimité, tant Sarkozy que Merkel décidèrent d'abandonner les ambitieux objectifs pour la conférence de Copenhague, et abandonnèrent du coup le leadership européen sur les négociations climatiques, laissant Obama et Hu jouer à leur *Chicken Game* : la course vers l'abyme pour toute la planète.

Nous avons donc un premier bloc d'obstacles : le manque de confiance dans la coopération, le manque d'institutions transnationales pour prendre des décisions, le manque de leadership, la préférence pour le comportement nationaliste de passager clandestin et d'écrémage, les paradoxes de composition. Mais d'autres obstacles existent, déjà en oeuvre dans les années 30. Certains sont du côté des dominants, certains du côté des groupes sociaux dominés.

## 2- Les intérêts dominants.

Les groupes socialement dominants s'opposeront au Green Deal pour deux raisons différentes. D'abord, parce qu'ils peuvent croire que leur intérêt immédiat est de continuer à se comporter comme ils le font, même si leur intérêt historique est d'accepter le compromis. Deuxièmement, parce qu'ils peuvent croire qu'ils n'ont pas de place ou une place très réduite à l'intérieur du deal.

Par exemple, beaucoup d'industriels voulaient bien croire aux prêches d'Henry Ford dans les années 20 : une classe laborieuse prospère assurait une magnifique demande effective pour leur production. Mais, jusqu'à ce que cela devienne une loi, ou une convention collective, une stratégie individuelle consistant à augmenter les salaires aurait été vaincue dans la concurrence, avant que les bénéfices macro-économiques (la croissance de la demande sociale) puissent être ressentis dans leur chiffre d'affaires.

Au contraire, les producteurs de pétrole (que ce soit les pays exportateurs ou les firmes) considèrent qu'un tournant mondial vers une économie "décarbonée" serait leur perte, et ils vont financer de la propagande et du lobbying "climato-sceptique". Cette peur est exagérée, mais il est évident que leurs bénéfices annuels seront réduits. La même chose est vraie pour l'industrie nucléaire en cas de sortie du nucléaire. Un tel tournant est acceptable en Allemagne parce que les principaux fabricants d'installations nucléaires (tel Siemens) sont aussi intéressés par le tournant vert, car ils produisent aussi des technologies vertes (trains, éoliennes ...).

Le secteur financier cumule les deux résistances. Avant la crise, ses lobbyistes refusaient toute forme de réglementation ou de renforcement des règles prudentielles. Durant la première phase de la crise (2008-2009), ils quémandèrent non seulement un renflouement public, mais aussi une réglementation obligatoires contre leurs propres «Préférence pour le risque" (avec le classique

---

<sup>15</sup> Voir le film de N.Rey avec James Dean : *La Fureur de Vivre (Rebels Without A Cause)* où de jeunes crétins jouent au Chicken Game (« jeu du dégonflé ») en se lançant en voiture, à tombeau ouvert (c'est le cas de le dire), vers le bord d'une falaise : le dernier qui saute a gagné.

argument : « Si ce n'est pas une obligation générale, mon concurrent le fera, et je devrai suivre »).<sup>16</sup> Mais quand la tempête sembla s'apaiser, ils retournèrent à leur comportement opportuniste. Par ailleurs, de plus en plus d'économistes et responsables politiques pensent que le Green Deal implique non seulement une forme de Glass-Steagal Act, mais une vaste socialisation du système bancaire. Donc, l'intérêt des financiers est probablement de s'en tenir à la situation actuelle, dangereuses mais incroyablement profitables (pour eux), d'autant qu'ils sont couverts par l'aléa moral : ils tirent profit de comportements risqués, et, comme ils sont "trop gros pour faire faillite", ils bénéficient d'une assurance d'État gratuite. La faible existence de l'Europe politique est une protection pour leurs intérêts, c'est pourquoi le *Financial Times* et le *Wall Street Journal* ont soutenu le Non en 2005, comme le fit le secteur financier luxembourgeois.

Mais il serait naïf de croire que les classes populaires sont unanimes à « tous les rejeter » et adopter un New Deal et, encore plus difficile, un Green Deal.

### **3. Les réticences populaires.**

En règle générale, l'idéologie dominante est l'idéologie des groupes dominants. On a rencontré des situations différentes dans le passé, quand la classe ouvrière était enchâssée dans une contre-culture collective, avec ses partis, ses syndicats, ses systèmes mutualistes, ses fêtes. Alors, la "Solidarité" était une valeur à opposer à la « libre l'entreprise ». Aujourd'hui cela n'existe plus que dans le feu de l'action, d'une grève. Dès lors se développent une acceptation générale du consumérisme (le libéralisme économique des pauvres) et les identités négatives : « Nous ne Leur faisons plus confiance » (« Leur » signifiant tous les politiciens, y compris du Parti socialiste français ou New Labour britannique), « Nous n'aimons pas les étrangers », et plus précisément « Nous n'aimons pas les musulmans ». Alors que l'antisémitisme et l'anticommunisme ne sont plus tellement d'actualité, l'islamophobie et le nationalisme nourrissent le succès des partis de droite dans les classes ouvrières désespérées et classes moyennes appauvries. Les discours de solidarité émis par les partis issus de la classe moyenne (y compris les Verts) sont suspects de ne pas prendre en compte les difficultés de la « vraie vie » dans les quartiers populaires. Et comme les plus spectaculaires de ces difficultés sont l'insécurité et la délinquance, il est aisé pour les politiciens de droite, eux-mêmes qui accroissent ces difficultés et cette délinquance à travers leur propre politique sociale et économique, de se présenter comme les meilleurs défenseurs de la sécurité, avec un discours "tolérance zéro".

Résultat : les mobilisations sociales tendent à se réduire à des mouvements de protestation « contre », comme les déclinaisons variées des *Indignados* : "*Que se vayan todos*" en Amérique latine ou "*Dégage !*" dans les révolutions arabes. Ce qui prouve la réalité de la crise du modèle, mais qui n'exprime pas une alternative en faveur de laquelle il vaille la peine de se mobiliser.

Ces identités négatives, quand ce sont des partis extrémistes qui les mobilisent, sont aujourd'hui appelées « populisme ». Ce terme est justifié précisément quand il colle aux peurs du « Peuple », par opposition à l'alternative plus complexe que les théoriciens et les militants peuvent proposer. Le rationnel dans ces peurs est exactement le même que celui des dominants : d'abord, une attitude sceptique à l'égard des solutions coopératives, ensuite l'idée que le modèle alternatif remettrait en cause certains intérêts immédiats.

---

<sup>16</sup> En tant que membre de la commission économique et monétaire du parlement européen et rapporteur de la directive "Supervision et règles prudentielles pour les conglomérats financiers", l'auteur eut à écouter les deux discours successifs des lobbyistes.

Le premier aspect clive le populisme en deux sortes de partis politiques. Beaucoup d'individus, dans les situations populaires difficiles, peuvent croire qu'il y a encore de la place pour plus de solidarité à leur égard, si et seulement si cette solidarité se restreint à eux, ou un groupe proche d'eux (les blancs culturellement chrétiens de leurs pays ou régions). Ils écouteront donc les slogans «Nous d'abord». Mais les situations des différents «Nous» sont différentes. Certaines couches populaires sont encore relativement à l'abri, et c'est la base des partis s'opposant à la solidarité avec d'autres pays ou même d'autres régions du même pays : la Lega de l'Italie du Nord, l'UDC en Suisse, le PVV aux Pays-Bas, le NV-A dans la Belgique flamande, le parti des Vrais Finlandais (qui s'oppose au renflouement européen de la Grèce), et bien sûr le Tea Party... Ces partis défendent la Partie contre le Tout, et ils acceptent le libéralisme économique («Que le meilleur gagne»).

Mais d'autres partis populistes ont une base sociale différente, leur cible électorale représente les fractions abandonnées ou en déclin des classes ouvrières et des petites classes moyennes. C'est une situation très générale dans l'Europe de l'Est post-communiste, mais aussi dans les anciens pays dominants comme la France où le Front national, dirigé maintenant par Marine Le Pen, adopte des slogans socialisants et réclame le soutien de l'Etat-Providence... mais réduit aux "vrais nationaux". "Les Français d'abord», c'est-à-dire : pas les immigrés, et par dessus tout pas les musulmans. Ces partis représentent une Partie réclamant la solidarité de la part du Tout, à l'exclusion d'autres parties.

Cette fracture est une bonne nouvelle, car, contrairement aux fascistes des années 30, les populistes d'aujourd'hui sont incapables de former une alliance. Typiquement, dans le Parlement européen, les populistes, qui sont tous nationalistes et anti-européen, doivent se répartir entre trois groupes parlementaires différents. Mais tous ont une capacité de chantage envers les partis de gouvernement de centre-droit, pour les pousser vers des attitudes anti-fédéralistes et anti-solidarité.

Et quand on parle plus précisément d'un Green Deal, les réticences populaires s'accroissent. Certes, au niveau mondial, les plus pauvres ont intérêt à un meilleur environnement, car tout ce qu'ils peuvent se procurer (de la nourriture, de l'eau saine...) ils ne le peuvent que grâce à un environnement gratuit et de bonne qualité. Pour ces raisons, des leaders Verts obtiennent d'importants succès dans le Tiers Monde. Mais ce n'est pas toujours le cas dans les pays industrialisés, parce que les classes populaires considèrent comme des conquêtes sociales un accès précaire aux schémas de consommation des riches, alors même que cet accès ruine leur propre environnement. Ils peuvent percevoir les nécessités d'une révolution verte comme un retour sur ces conquêtes (les libres promenades automobiles, un steak par jour...) et l'idée même "d'internaliser dans les prix les coûts de pollution" est considéré comme une véritable agression contre leur pouvoir d'achat.

## **V. La Conquête de la majorité.**

En dépit des obstacles sur la route du Green Deal, les partis Verts ont obtenu un succès croissant dans plusieurs élections (pas toutes) depuis le commencement de la crise présente. Dans certains pays, ils ont conquis une forme de majorité culturelle, en ce sens que même les autres partis admettent quelque forme de Green Deal comme "LA" solution (mais "pas si radicale...", mais « pas tout de suite »). Aux élections européennes, la liste Europe-Ecologie a obtenu la quasi égalité (16%) avec la liste socialiste, derrière le parti dominant de droite à 28%. En Allemagne, Die Grünen ont conquis le Land de Bade-Wurtemberg traditionnellement chrétien-démocrate, incitant Mme Merkel à abandonner l'énergie nucléaire. Et la possibilité que le prochain chancelier de l'Allemagne soit un Vert n'est pas exclue.

À quelles conditions peut-on parvenir à transformer cette hégémonie culturelle en majorité politique en faveur du Green Deal ? Je résumerai mon expérience en dix commandements.

### **D'abord et avant tout, être clair sur le projet.**

La crise exige de nombreux et profonds changements, et il vaut mieux annoncer tout de suite que ces changements auront lieu. Ce n'est ni une thèse radicaliste, ni un romantisme de "la sueur, du sang et des larmes". Il serait bien plus agréable d'annoncer que le changement ne sera pas difficile, et comme nous allons d'ailleurs le voir, il n'y a pas vraiment de quoi pleurer dans le tournant vert. Cette insistance sur «l'engagement de changer» est basée sur la précédente analyse des difficultés. Bien des gens, qu'ils soient dominés ou dominants, sont prêts à accepter le changement si tous les autres acceptent de changer, c'est à dire quand le changement devient «obligatoire». Les stratégies "attendre et voir" sont basées sur une mauvaise expérience des politiques timorés et par à-coup, comme ce fut le cas depuis 1992 dans la lutte contre le changement climatique. C'est d'ailleurs un bon exemple, car presque que tous les autres obstacles au Green Deal sont présents dans la lutte contre les changements climatiques. Et par exemple, ce fait qu'une victoire électorale nationale des Verts n'inciterait pas automatiquement les autres pays à agir dans la même direction. Donc :

### **Deuxièmement : accepter et promouvoir la coopération supranationale, et spécialement le fédéralisme européen.**

Le plus haut score des Verts français fut atteint quand ils adoptèrent le titre Europe-Ecologie aux élections européennes de 2009, à peine quatre ans après la victoire du "Non". En 2009, même les « nonistes » de 2005 étaient prêts à accepter l'idée que toute politique de sortie de crise est plus efficace quand on la mène au niveau européen. Cela ne veut pas dire que les partisans d'un Green Deal aient à soutenir l'attitude attentiste, selon laquelle on ne peut rien faire tant que l'UE ne l'organise pas. Au contraire, il est possible de réduire le temps de travail et d'accroître les investissements dans les technologies vertes au niveau national et même régional, une fois que des mesures spécifiques ont été prises pour protéger la compétitivité<sup>17</sup>. D'ailleurs on peut aussi faire valoir les avantages d'être le "premier partant" : quand on sait qu'une décision européenne est un nécessité historique, le premier à "bouger" localement en tire avantage dans la concurrence ultérieure. Mais il faut proclamer que, au Parlement et au Conseil européen, une coalition verte proposera toujours plus de solidarité et de coopération, et quand il le faudra une harmonisation législative au niveau européen.

### **Troisièmement : Combiner les réformes institutionnelles et les réformes substantielles.**

Les électeurs n'accepteront pas une Europe plus forte s'ils ont le sentiment que cette Europe travaille contre eux. Ils ne vont pas voter pour le fédéralisme "au cas où", ou parce que «ce qui est grand est beau». Une des faiblesses du TCE fut qu'il ne prenait pas clairement en compte l'imminence pourtant prévue de la crise du modèle libéral-productiviste (encore qu'un «spécialiste», mais seulement un spécialiste, pouvait évaluer que le TCE représentait un pas important dans la bonne direction, en comparaison avec les traités en vigueur, ceux de Maastricht et de Nice). Roosevelt a accru le pouvoir de l'Etat fédéral de manière à réguler la finance et renforcer le pouvoir de négociation des travailleurs, pas l'inverse.

### **Quatrièmement : Utiliser l'Apocalypse avec modération.**

L'hégémonie culturelle est atteinte quand les propositions d'un parti apparaissent "nécessaires" à la majorité. D'où le recours fréquent à l'argument «Il n'y a pas d'alternative». L'expérience

---

<sup>17</sup> Exemple de la réduction du temps de travail au niveau de la retraite : financer celle-ci par un prélèvement général, et non attaché à la masse salariale des entreprises, notamment exportatrices.

britannique, celle de Mme Thatcher à l'aube du modèle libéral-productiviste, montre qu'un tel argument peut marcher. Les militants verts croient d'ailleurs fermement que les effets apocalyptiques des modèles libéral-productivistes sont déjà vérifiés par la réalité, et sinon, par les prédictions des "sciences dures". Pourtant, l'argument d'absence d'alternative ("Le Green Deal ou la fin du monde») doit être manié avec précaution. Sa principale faiblesse est qu'il n'explique pas clairement ce qu'est «l'alternative» et en quoi elle impliquera chaque individu. Et quand il n'y a pas déjà une claire perception des effets de l'Apocalypse, il se heurte au mur de la stratégie attentiste. C'est pourquoi, l'argument de l'Apocalypse est plutôt manié par les politiques autoritaires («Laissez-moi vous sauver contre vous-même»). Pourtant, il n'y a pas de raison de ne pas utiliser l'argument de l'Apocalypse... quand l'Apocalypse survient : c'est une façon de contrebalancer la "peur du changement» par la "peur du non-changement". Les Verts français ont obtenu un succès mitigé aux élections cantonales de 2011, au moment même où les Verts allemands emportaient le Bade-Wurtemberg, juste pendant les premières semaines de la catastrophe de Fukushima. Les Français n'osèrent pas utiliser l'argument Fukushima, comme si c'était "sale" de tirer profit de l'infortune d'autrui comme un avertissement pour nous tous. Au contraire, les militants allemands eurent intensivement recours à l'argument de Fukushima et gagnèrent.

#### **Cinquièmement : Mettre en lumière le coût du "non-changement".**

Une forme douce d'argument de l'Apocalypse est l'évaluation du coût présent des stratégies attentistes. Le problème, avec l'Apocalypse, c'est que, avant qu'elle n'arrive, elle ne convainc pas, et quand elle arrive c'est trop tard. Mais, contrairement au risque nucléaire, toutes les Apocalypses n'épousent pas la forme du naufrage du Titanic, ou l'iceberg surgit sans qu'on s'y attende autrement que « statistiquement ». La plupart des pollutions (les pollutions locales, la malbouffe, et même le changement climatique) envoient des signaux précurseurs que recueillent les « éveilleurs ». Une bonne information sur ces "Apocalypses rampantes" permettrait de renverser la charge de la preuve sur le coût de "ne rien faire". L'attitude attentiste est aussi basée sur l'idée que « Un bon tient vaut mieux que deux tu l'auras », ou comme disent les Anglais «Un oiseau dans ma main vaut mieux que deux oiseaux dans le ciel". Mais quand l'oiseau vous mord la main, le bilan peut changer. D'où la tendance des économistes écologistes à promouvoir l'«internalisation des coûts», à la Pigou [1912], de façon à inciter les gens à changer leur comportement.

#### **Sixièmement. Mobiliser Pigou avec sagesse.**

Les économistes font référence à Pigou comme l'inventeur des taxes incitatives à la protection de l'environnement. Une écotaxe permet d'envoyer des informations sur les dommages imposés aux tiers et à l'environnement qui, sinon, sont ignorés dans une interaction vendeur/acheteur. Si vous achetez un litre de gasoil, vous devez savoir qu'il vous faudra payer aussi pour les dommages que vous faites à la planète. Mais où va l'écotaxe ? Elle va à l'Etat, et suivant le dogme fiscal, aucune taxe ne doit pas être affectée à un usage plutôt qu'à un autre. La taxe sert à avertir le consommateur, rien d'autre, et son "second dividende" (le revenu de la taxe) est juste une aubaine pour l'Etat. Ce dogme révolte le «consommateur-pollueur», et les économistes feraient bien de lire Pigou dans le texte. Il n'a pas inventé une écotaxe non affectée, mais une assurance contre les dommages aux tiers et à l'environnement, avec bonus malus ! Si l'on veut qu'elle soit acceptée par la majorité, une taxe énergie-carbone doit être dédiée en priorité à la lutte contre le changement climatique, y compris dans le Tiers-Monde. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille ignorer l'équité et la redistribution.

#### **Septièmement. Combiner mesures sociales et environnementales.**

Un grand problème dans la politique verte est que, pour interdire l'abus de l'usage d'un bien commun, elle risque de priver de tout accès à ce bien ceux-là même qui en ont le plus besoin : les pauvres qui peuvent ne pas avoir d'autre moyen de satisfaire leur besoin ou leur plaisir. D'où le risque qu'une politique verte apparaisse «anti-populaire». C'est pourquoi, une fois qu'on a



redistribué l'accès à une quantité soutenable de biens communs, à travers une forme de système de quotas, l'équité doit être garantie dès la dotation initiale. En général, cette idée équivaut à : un accès universel au bien commun (l'eau, l'énergie, l'atmosphère) distribué gratuitement en quantité restreinte, et le reste vendu (aux enchères) à un prix assez élevé. Le même principe vaut pour les écotaxes : si la majorité de son rapport est utilisé pour financer une offre alternative, correspondant au même besoin (le transport...), conformément au 6<sup>e</sup> commandement, une part doit être réservée à accroître le revenu des plus pauvres, au moins en proportion de l'écotaxe qu'ils ont à payer.

#### **Huitièmement. Présenter l'intérêt commun comme conforme aux intérêts individuels.**

Conduire moins et moins vite, manger moins de viande, mettre un pull plutôt que pousser la température dans une pièce (ou l'inverse en été) : autant de nécessités pour la Planète. Mais c'est aussi l'avantage de chacun. Beaucoup d'objectifs de réduction de l'"empreinte écologique" sont bons pour la santé individuelle, pour la sécurité, et même pour le pouvoir d'achat. Certes, l'argument «je suis concerné par la planète" convaincra et flattera un public éduqué ; il peut passer pour du snobisme antisocial devant un public populaire. Il n'y a pas de raison de sous-estimer l'argument de "l'intérêt bien compris individuel" au nom d'une écologie plus radicale. Une mère préfère cuisiner de la bonne nourriture pour ses enfants : pourquoi ne pas prendre en compte cette aspiration quand on propose de réformer le système des prix agricoles?

#### **Neuvièmement. Etre équitable.**

Quelquefois (pas toujours, mais vraiment quelquefois) la réduction de l'empreinte écologique et une plus grande solidarité avec le Tiers Monde, dans le cadre d'un Green Deal global, réduira réellement le pouvoir d'achat de certains biens au «Nord» de la planète. Ce sera le cas dans la lutte contre le changement climatique, parce que le Nord consomme déjà le quota soutenable de deux planètes et demie. Même les classes ouvrières et les classes moyennes appauvries auront à sentir le poids du «partage et fardeau», c'est la condition même d'un compromis mondial. Maintenant, la condition pour qu'un tel compromis soit éligible dans les pays les plus riches, c'est que les riches de ces pays supportent la plus grande part du fardeau. Si ce n'est pas le cas, la politique Verte sera battue par la vision plus traditionnelle d'une politique "socialiste", ou plus probablement par le populisme.

#### **Dixièmement. Pas de larmes, mais des roses.**

Je suis bien persuadé que si aucun pas en avant vert un Green Deal n'est accompli d'ici 2020, et même 2019 (l'équivalent de 1940), les défis que le monde aura à affronter réclameront réellement « de la sueur, du sang et des larmes»<sup>18</sup>. Ce n'est pas encore le cas. La plupart des réformes qu'il faut mettre en œuvre immédiatement pour réduire les inégalités et l'empreinte écologique sont relativement légères, alors que les effets des crises sont de plus en plus sévères. Mais cette argumentation n'est pas suffisante, si les citoyens ne sentent pas que la mobilisation en faveur du Green Deal n'est pas seulement une nécessité, pas seulement bonne pour eux-mêmes, leurs enfants et pour la planète, mais un plaisir : intéressant, passionnant, et pourquoi pas amusant. Le plaisir de participer à la sauvegarde d'une vie décente sur notre planète n'est pas seulement une nécessité électorale ; elle répond aussi à une crise anthropologique profonde de notre temps : trop d'individualisme, pas assez de sentiment de la communauté. D'où l'importance décisive du développement du tiers-secteur dans le Green Deal. Rappelons-nous que, dans les années 30, Hitler a gagné quand les fêtes nazies sont apparues plus enthousiasmantes et séduisantes que celles des socialistes ou communistes. La noire cause qu'elles exaltaient était une forme de fausse communauté (le *Volk*, le peuple). Nous, économistes ou militants, devrions souligner que le Green Deal est une célébration de notre commune humanité.

---

<sup>18</sup> W. Churchill, discours d'investiture, 13 mai 1940.

## CONCLUSION

Le modèle de développement après-crise ne peut pas être réduit à une réforme des règles prudentielles et de supervision de la finance, même ambitieuse. À cause de ses caractères communs avec les années trente, la crise présente exige un New Deal plus rooseveltien entre le capital et le travail. Mais cette crise n'est pas une simple reproduction de la Grande Dépression. Comme dans les crises d'ancien régime à la Braudel, le nœud "humanité / nature" est au cœur du problème, et cette fois de manière structurelle. Aucun New Deal ne peut mener à un régime soutenable si ce n'est pas un Green Deal.

Le Green Deal implique des changements spectaculaires par rapport au modèle libéral-productiviste, mais il ne peut pas être un retour au bon vieux fordisme ou au bon vieil Etat-providence (même au niveau mondial), si par *Etat-providence* on entend la simple redistribution d'un pouvoir d'achat. La soutenabilité écologique est aujourd'hui un caractère décisif requis par tout régime futur. Certains traits du modèle de développement vert apparaissent déjà :

- Un paradigme technologique économe en input, intensif en emploi, basé sur des formes de travail industrielles, qualifiées, avec une implication négociée des travailleurs.

- Un régime d'accumulation distribuant des gains de productivité plus généreusement aux salariés, en priorité sous la forme de temps libre, et tiré par la demande semi-publique d'investissements verts et de promotion des biens communs.

- Un mode de régulation basée sur des relations plus stables capital-travail et le développement de l'Economie sociale et solidaire, avec des incitations à la planification environnementale, à travers les écotaxes, les permis négociables, et une création de monnaie directement dédiés aux investissements verts.

- Une configuration internationale basée sur la coopération entre les vieilles puissances et les nouvelles puissances émergentes dans la promotion de règles communes sociales et environnementales, probablement organisée en blocs économique-politique de taille continentale, avec un Super Plan Marshall vert en faveur des Pays Moins Avancés.

Certains penseront que ce schéma est un conte de fée. Rappelons-nous que Karl Polanyi, qui identifia correctement la Grande Dépression comme un effondrement "du marché autorégulé" qui n'avait su que détruire Nature, Travail et Machines, a correctement prédit que l'alternative serait plus dirigiste. Mais ce dirigisme pouvait prendre trois formes : fasciste, stalinienne ou social-démocrate. En réalité, dans les premières années qui suivirent le Jeudi noir, les politiques libérales récessionnistes sont restées intactes, avec Hoover, avec Laval... À la fin des années 30, le dirigisme avait gagné partout, mais en général sous les formes les plus totalitaires, le fascisme et le stalinisme. Seule la victoire antifasciste permit le triomphe de l'économie social-démocrate de marché à l'Ouest, alors que le stalinisme progressait à l'Est.

Un saut direct vers un Green Deal est possible, évitant le tragique détour des années 40. Mais il n'est pas suffisant de démontrer sa cohérence, car le manque de confiance et le poids d'intérêts en place s'y opposeront. Un modèle Vert est nécessaire, mais la voie démocratique pour y parvenir nécessitera plus de subtilité politique que de démonstration scientifique. La base de tout pas en avant est de construire la confiance dans la possibilité de changer les choses, tous ensemble, à travers la coopération...

## Bibliographie.

- Bluestone B., Harrison B. *The Great U-turn: Corporate Restructuring And The Polarizing Of America*, Basic Books, New York, 1988.
- Boyer R., *La théorie de la régulation. Les fondamentaux*, Coll. Repères, La Découverte, Paris, 2004
- Braudel F., Labrousse E., *Histoire économique et sociale de la France*, Puf, Paris, 1979.
- Canfin P., *Le contrat écologique pour l'Europe*, Les Petits Matins, Paris, 2009.
- Hein E., « Redistribution, déséquilibres mondiaux et crise économique et financière : plaidoyer pour un New Deal keynésien », *J. International de Recherche Syndicale*, n°1, vol 3, 2011
- Jessop B., *Regulation Theory and the Crisis of Capitalism*, vol 1, Elgar, Cheltenham- Northampton, 2001.
- Kornai J., *Growth, Shortage and Efficiency*, Basil-Blackwell, Oxford, 1982.
- Labrousse E., *La Crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, P.U.F, 1944.
- Lipietz A., *Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde*, La Découverte, Paris, 1985 (foreign trad. étrangères : <http://lipietz.net/?article348> )
- Lipietz A., "Les rapports capital-travail à l'aube du XXIe siècle", in *Les limites de l'inéluctable. Penser la liberté au seuil du 3ème millénaire*, JM Chaumont et P Van Parijs eds., De Boeck Université, Bruxelles, 1991 (foreign trad : <http://lipietz.net/?article522> ).
- Lipietz A., *La société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale*, La Découverte, Paris, 1996.
- Lipietz A., " Economie politique des écotaxes ", *Conseil d'Analyse Economique* n°8, La Documentation Française, 1998.
- Minsky H. *Can "It" Happen Again? Essays on Instability and Finance*, M.E. Sharpe, 1982.
- Pigou A. C. *Wealth and Welfare*, Macmillan, 1912
- Piore M., Sabel C., *The Second Industrial Divide*, Basic Books, New-York, 1984.
- Polanyi, K., *The great transformation*, Rinehart, New York, 1944
- Quirion P. [2010a] -30% de CO2 = 684 0000 emplois. *L'équation gagnante pour la France*, [http://www.centre-cired.fr/perso/quirion/quirion\\_emploi\\_wwf.pdf](http://www.centre-cired.fr/perso/quirion/quirion_emploi_wwf.pdf)
- Quirion P. [2010b] *Impact sur l'emploi de la réduction des émissions de CO2 en Ile-de-France*, [http://europeecologie.eu/IMG/pdf/EtudeIDFemploiReductionCOSVPC\\_VersionFinale.pdf](http://europeecologie.eu/IMG/pdf/EtudeIDFemploiReductionCOSVPC_VersionFinale.pdf)

Reich R.B., « The Limping Middle Class », *New-York Times*, 4 sept. 2011

Meadows D. *et al.*, *Limits to Growth*, Universe Books, New York, 1972.

O' Connor J., *Natural Causes: Essays in Ecological Marxism*, Guilford Press, 1997.